

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Bohuslav Sobotka, Premier ministre de la République tchèque, sur les relations franco-tchèques, à Paris le 17 avril 2014.

LE PRÉSIDENT « Mesdames, Messieurs, j'ai été heureux d'accueillir le Premier ministre SOBOTKA pour sa première visite en France, depuis qu'il est la tête du Gouvernement de son pays. J'ai appris à le connaître au Conseil européen et à apprécier ses interventions. Entre la République tchèque et la France, nous avons pu reprendre un dialogue autour des mêmes préoccupations et des mêmes objectifs : faire avancer l'Europe dans la voie de la croissance, de la compétitivité, de la solidarité, tout en respectant nos engagements respectifs.

La France est dans la zone euro, la République tchèque n'y est pas, mais nous avons la volonté commune de mieux intégrer nos économies. Je sais la volonté, notamment de la République tchèque sur l'Union bancaire ou la lutte contre la fraude fiscale. Je l'ai dit : nos deux Gouvernements travaillent pour que la croissance soit la priorité pour les prochains mois dans l'Union européenne.

Nous avons aussi des relations bilatérales à un niveau élevé, puisque nous avons un partenariat stratégique. Je souhaite qu'il puisse être relancé à l'occasion de la visite du Président ZEMAN, qui viendra en France en visite officielle au mois de septembre. Je saisis cette occasion pour rappeler que la République tchèque sera associée aux cérémonies du 70ème anniversaire du débarquement. Le Président ZEMAN sera également là.

Nos relations économiques bilatérales sont dynamiques. Vous savez qu'il y a 500 entreprises françaises installées en République tchèque et que la France est le 5ème investisseur étranger dans ce pays. Je souhaite que nous puissions encore amplifier nos échanges. La croissance qui repart, aussi bien en République tchèque qu'en France, est sans doute l'occasion d'avoir de nouveaux marchés dans nos pays respectifs.

Il y a une relation très particulière entre la République tchèque et la France. Elle tient à l'énergie. La République tchèque a fait confiance depuis des années à l'industrie nucléaire. Comme vous le savez, la France a, pour sa production d'électricité, une source essentiellement d'origine nucléaire. Je souhaite donc que cette coopération sur le nucléaire civil puisse prendre un nouveau temps, un nouveau rythme. Je sais que c'est la volonté également du Premier ministre SOBOTKA.

Nous avons évoqué aussi ce que pouvait être notre développement dans de nouveaux marchés comme le transport, l'environnement, l'aéronautique... Cela sera l'occasion aussi des discussions que le Premier ministre, M. SOBOTKA, aura avec Manuel VALLS demain.

Nous avons bien sûr évoqué la situation internationale. D'abord, je voulais rendre hommage à l'effort qu'a fait la République tchèque lors de notre intervention au Mali. Sa participation a été d'un niveau qui correspond à ce que peut faire la République tchèque. Elle est consciente de ce qui se joue en Afrique. Je voulais vraiment l'en remercier.

Nous avons aussi, sur la situation internationale, évoqué la perspective de la Conférence de Paris sur le climat. Là-encore, nous partageons les mêmes objectifs : avoir un accord global, pouvoir réduire les émissions de gaz à effet de serre et faire en sorte que les pays puissent garder leur indépendance, quant à l'organisation de leur bouquet énergétique.

Enfin, nous avons abordé le sujet qui est le plus crucial en ce moment. c'est-à-dire la situation en

Ukraine. Notre volonté, c'est de tout faire pour qu'une désescalade puisse se produire. En ce moment, il y a à la fois : la réunion du groupe de contact avec la possibilité d'un dialogue et d'une solution et en même temps, des opérations qui sont menées et qui peuvent aboutir à des actions de force.

Nous devons donc, à la fois, faire preuve de fermeté dans la mise en place de sanctions graduées et, en même temps, tout faire pour qu'il puisse y avoir le retour à la raison et qu'une solution puisse être trouvée pour l'Ukraine. La solution, c'est le respect de l'agenda politique, c'est-à-dire, de la date de l'élection présidentielle, le 25 mai. Elle doit permettre d'avoir une sortie de crise à travers le vote des Ukrainiens. Faut-il encore que ce vote puisse avoir lieu sur l'ensemble du territoire et puisse donc se tenir dans des conditions de transparence et de totale liberté.

Voilà ce que nous avons à faire entre Européens. Nous ne savons pas encore s'il y aura un Conseil européen extraordinaire la semaine prochaine. Cela dépendra de ce qui va sortir du groupe de contact aujourd'hui. Mais nous devons y être prêts, car nous pourrions élever le niveau de sanction, s'il n'y avait pas de solutions qui se dégagent. Mais ce n'est pas notre volonté. Notre volonté, c'est d'aboutir à ce qu'il y ait une désescalade et l'organisation des élections prévues le 25 mai.

Je donne la parole au Premier ministre SOBOTKA ».

M. BOHUSLAV SOBOTKA « Merci beaucoup M. le Président, Mesdames et Messieurs, Je voudrais tout d'abord apprécier les relations excellentes et très amicales entre la République tchèque et la France. Depuis que j'ai pris le poste de Premier ministre, j'ai visité les pays voisins de la République Tchéquie et j'ai eu cette occasion de visiter la France... C'est le premier pays que je visite qui ne soit pas dans le voisinage de la République tchèque. Mais il s'agit d'un Etat avec lequel nous entretenons des relations très profondes depuis très longtemps.

Je suis très content de constater que nous avons de très bonnes relations politiques, mais également de très bonnes relations économiques. Je suis ravi de pouvoir annoncer au Président de la République les priorités du nouveau Gouvernement. Notre priorité est de faire revenir la République tchèque dans le mouvement principal de l'évolution européenne. Nous voulons participer activement à discussion européenne et aux discussions sur l'intégration européenne. Nous souhaitons la politique commune étrangère et nous souhaitons également une politique plus forte dans le domaine de la sécurité.

Aujourd'hui, nous avons également parlé, avec M. le Président, de l'importance d'adopter les mesures qui vont vers la croissance, vers l'emploi, vers la compétitivité. En République tchèque, nous sommes convaincus qu'à long terme la politique d'austérité ne conduit pas à la croissance et à la plus grande compétitivité de l'Union européenne.

Les deux pays partagent les mêmes opinions sur l'énergie nucléaire. Je suis très content que nous ayons eu l'occasion de discuter des futurs objectifs de la politique-climat. Je voudrais souligner, dans ce contexte, que la République tchèque souhaite que les pays membres de l'Union européenne aient le droit de décider de leur bouquet énergétique. Nous, en République tchèque, nous sommes convaincus que le développement du nucléaire contribue à l'indépendance énergétique et peut également contribuer au respect des objectifs fixés pour la réduction des gaz à effet de serre.

En ce qui concerne nos contacts, ils sont aujourd'hui à un niveau très élevé. La République tchèque a eu l'honneur d'accueillir beaucoup d'investisseurs français. La France représente le 5ème partenaire économique de la République tchèque. Nos relations économiques sont donc très actives. Mais il y a également beaucoup d'autres nouvelles opportunités de coopération et nous en avons parlées également aujourd'hui. Il y a des opportunités dans les domaines comme les nouvelles technologies, la recherche, le développement, l'innovation ou la coopération dans les domaines des universités.

Dernière remarque, nous avons également touché un sujet qui est très actuel aujourd'hui, c'est-à-dire la situation en Ukraine. La République tchèque suit avec beaucoup d'inquiétude la concentration très élevée des soldats russes à la frontière ukrainienne. Nous sommes d'accord que la Russie doit procéder à une désescalade de la situation et devrait réduire sa présence près

des frontières ukrainiennes. Nous sommes convaincus que la Russie ne devrait pas entreprendre des activités qui font monter la tension en Ukraine. La Russie ne devrait pas développer des activités qui posent une menace sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous sommes convaincus, en République tchèque, que ce sont les Ukrainiens qui doivent décider de leur avenir, lors de l'élection présidentielle ou lors des élections parlementaires.

Pour conclure, je tiens à souligner que la République tchèque et la France ont, devant elles, une perspective de relation et de contact intense, des relations très bonnes. Je suis sûr que nous allons continuer sur cette voie, en discutant au niveau européen, de notre avenir commun.

Merci »